

## Chapitre 10- Voter : une affaire individuelle ou collective ?

-Être capable d'interpréter des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et d'abstention aux élections.  
-Comprendre que la participation électorale est liée à divers facteurs inégalement partagés au sein de la population (degré d'intégration sociale, intérêt pour la politique, sentiment de compétence politique) et de variables contextuelles (perception des enjeux de l'élection, types d'élection).  
-Comprendre que le vote est à la fois un acte individuel (expression de préférences en fonction d'un contexte et d'une offre électorale) et un acte collectif (expression d'appartenances sociales).  
-Comprendre que la volatilité électorale revêt des formes variées (intermittence du vote, changement des préférences électorales) et qu'elle peut refléter un affaiblissement ou une recomposition du poids de certaines variables sociales, un déclin de l'identification politique (clivage gauche/droite notamment) et un renforcement du poids des variables contextuelles

### 1- L'inscription sur les listes électorales et les déterminants de l'abstention

Dossier 1 p242-243

#### **Document 1.**

Fin février 2011, 43,2 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales en France. Au cours de l'année 2010, 1,7 million d'inscriptions ont été enregistrées. Un tiers d'entre elles concernait les jeunes de 18 ans, via la procédure d'inscription d'office. Les autres inscriptions sont liées le plus souvent à des déménagements. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, le nombre d'inscriptions sera vraisemblablement deux à trois fois plus important à l'automne 2011 et pourrait atteindre les 5 millions. Un million de Français établis hors de France sont inscrits sur les listes électorales consulaires.

Lors des élections cantonales de mars 2011, permettant de renouveler la moitié des conseillers généraux, 43,2 millions d'électeurs étaient inscrits sur une liste électorale en France. Parmi eux, 52,6 % sont des femmes, ce qui correspond à leur part dans l'ensemble de la population en âge de voter. Hommes et femmes ont un taux d'inscription sur les listes électorales identique. La pyramide des âges des électeurs est relativement proche de celle de l'ensemble de la population.

Ainsi, les électeurs inscrits sont âgés de 50 ans en moyenne. Toutefois, la propension à s'inscrire sur les listes électorales étant plus faible pour les plus jeunes, les 18-36 ans représentent 26 % des électeurs, contre 29 % dans l'ensemble de la population. Au printemps 2012 auront lieu les élections présidentielles et législatives. Toutes les personnes inscrites sur les listes électorales au 1er mars 2012 pourront voter. Pour être inscrit sur les listes électorales

en France, il faut être de nationalité française, avoir 18 ans à la veille des scrutins et jouir de ses droits civils et politiques. Selon le code électoral, l'inscription sur les listes électorales est obligatoire. Dans les faits, la seule sanction en cas de non-inscription est l'impossibilité de participer au scrutin. L'électeur doit déposer sa demande d'inscription dans sa commune de résidence avant le 31 décembre pour pouvoir voter aux élections de l'année suivante. (...)

Parmi les inscriptions de l'année 2010, 740 000 personnes, soit 44 %, se sont inscrites pour la première fois. 598 000 jeunes ayant atteint 18 ans en 2010 ont bénéficié de la procédure d'inscription d'office sur les listes électorales.

(...) 56 % des inscriptions de 2010, soit 936 000, font suite à des changements de commune d'inscription, conséquence des déménagements des électeurs. La structure par âge de ces réinscriptions est différente de celle des nouveaux inscrits : 16 % des électeurs réinscrits en 2010 avaient 60 ans ou plus et seulement 8 % moins de 25 ans. Suite notamment aux inscriptions reçues pour l'année 2010, l'Insee a envoyé plus de 1,1 million de demandes de radiation aux communes françaises : 79 % de ces demandes de radiation sont liées à des déménagements d'électeurs, 19 % à des décès et 2 % à des pertes des droits civiques. Si l'on se fie aux enseignements des années passées, le nombre de mouvements qui auront lieu à l'automne 2011 sera beaucoup plus important. Du fait de l'enjeu des élections présidentielles, le nombre de primo-inscriptions ou d'inscriptions liées à des déménagements devrait être deux à trois fois plus élevé qu'en 2010-2011.

Source : Insee, fichier électoral 2010 et estimation de population au 31 décembre 2010.

**un lien à utiliser durant le chap :** (attention à la lecture des tableaux, me consulter en cas de doute)  
[https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-05/ipsos\\_sociologie\\_europeennes\\_2019\\_26\\_mai\\_20h21.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-05/ipsos_sociologie_europeennes_2019_26_mai_20h21.pdf)

Q1- Quelles sont les principales causes d'inscription et de réinscriptions sur les listes électorales? Comment se calcule un taux d'abstention? Expliquez le titre du doc4p243

### **Document 2 - Le cens caché: inégalités culturelles et ségrégation politique.**

La « mythologie des sociétés occidentales contemporaines » est mise à mal de deux manières: d'une part, le constat d'une forte majorité de non-participants (ou de participants épisodiques) dément «l'existence d'un intérêt pour la politique universellement partagé par les citoyens universellement compétents pour se prononcer sur tous les enjeux»; d'autre part, à l'interprétation du vote comme résultant essentiellement de choix politiques calculés et rationnellement motivés, est substituée une explication plus générale qui privilégie - pour la majorité des cas et en dernière analyse - les « déterminismes de l'âge, du sexe, de la position sociale, du niveau d'instruction, de la situation familiale, de l'histoire personnelle, du hasard des rencontres, des amitiés, des critères d'évaluation, des préoccupations ou de la fantaisie de chacun».

Moins de 5 % des individus ayant le droit de vote sont inscrits à un parti politique en France ou aux Etats-Unis; si le pourcentage est plus élevé en Norvège (20%), en Grande-Bretagne (20 à 25% selon les estimations) ou en Autriche (28 %), il apparaît que les adhérents participant effectivement aux activités de leur parti, notamment à l'occasion des campagnes électorales, sont de l'ordre de 3 à 4 %. Les contacts avec des hommes politiques ne concernent que 5 % des Autrichiens et 14 % des citoyens américains (c'est un maximum). 90 % environ des citoyens n'ont donc aucune activité spécifiquement politique, en dehors d'une participation épisodique aux élections. De plus, toute une série d'indicateurs permet de mesurer le peu d'intérêt que la majorité des individus manifeste pour les questions politiques: plus de la moitié des citoyens interrogés déclarent n'avoir jamais - ou rarement - de discussions de caractère politique (70 à 80% aux Etats-Unis, 64 % en Grande-Bretagne, 57 % en France); les informations politiques données par la presse ou la télévision ne sont jamais ou rarement suivies par 42% des Américains, 48% des Allemands, 64% des citoyens britanniques, 80% des Norvégiens. Globalement, ce n'est qu'un dixième des électeurs potentiels qui déclare s'intéresser fortement à la politique, tandis qu'une bonne moitié se définit comme indifférente. Il faut certes tenir compte des variations sensibles d'un sondage à l'autre, notamment en fonction de la conjoncture (les campagnes électorales ou une crise politique pouvant accroître le pourcentage des individus se déclarant intéressés), mais ces chiffres sont d'autant plus impressionnants qu'ils correspondent peut-être à une surestimation artificielle de l'intérêt pour la politique - un aveu d'indifférence à l'égard des problèmes politiques étant, dans certains groupes, difficile à consentir.

La non participation n'est donc pas isolable des processus sociaux d'exclusion du politique qui touchent une majorité de citoyens. Elle manifeste leur impuissance sociale à intervenir dans la décision politique, à imposer des enjeux considérés comme «illégitimes» dans le débat politique, et plus encore à maîtriser les valeurs et les règles qui prévalent parmi les élites et leur assurent un monopole du jeu politique institutionnalisé. Cette impuissance n'est pas seulement l'effet de positions dépendantes, ou d'une indifférence motivée à l'égard du politique; elle résulte des pratiques de groupes minoritaires, socialement diversifiés, mais ayant en commun un intérêt à restreindre et à contrôler les conceptions de ce qui est légitime, de ce qui peut être fait et traité politiquement, de ce qui est à la limite pensable en termes politiques. Le cens caché qui limite la participation ne s'analyse pas seulement comme la conséquence directe des inégalités sociales, il est le fruit d'une construction de l'ordre politique par ceux qui en bénéficient le plus, construction acceptée et intériorisée par une majorité d'individus exclus ou tenus à l'écart.

D Lagroye. Sociologie politique. FNSP, 1993

Q2- Identifier les causes d'abstention en distinguant l'abstentionnisme "dans le jeu" et "hors jeu". Préciser quel type de population est davantage touché par chacune de ces causes.(doc3p243)

2- Le poids des structures sociales face au bulletin de vote : le vote, un acte collectif et déterminé par la société qui nous entoure...

- les « variables lourdes »

Réutiliser le lien précédent : [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-05/ipsos\\_sociologie\\_europeennes\\_2019\\_26\\_mai\\_20h21.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-05/ipsos_sociologie_europeennes_2019_26_mai_20h21.pdf)

Dossier 2 p244-245

### **Doc3 - l'indice d'Alford (extrait de mon corrigé de cours de TES option SSP)**

L'indice d'Alford fait apparaître le vote de classe en comparant par une soustraction le vote ouvrier et le vote non-ouvrier (vote ouvrier à gauche - vote non-ouvrier à gauche). On observe une tendance à la diminution de cet indice c'est à dire de l'écart entre le vote des ouvriers et des non-ouvriers. Cependant cet écart reste supérieur à 30 points en Suède et son niveau semble se stabiliser entre 15 et 20 points en France donc la pertinence est plus faible que dans les années 50. Ceci s'est accompagné d'un recul des grandes usines du secteur secondaire qui constituaient des concentrations de la population ouvrière. Cette population décline avec l'industrie. Dans le même temps la progression de la PCS des employés, du privé et du public et la salarisation font apparaître de nouveaux clivages plus pertinents. Cependant même s'il revêt une pertinence moindre, l'indice d'Alford reste un indicateur utile puisqu'il continue à mettre en évidence des systèmes de représentations opposées qui, même s'ils entrent en concurrence avec d'autres lignes de partage de l'opinion, persistent.

Q3- Quels sont les facteurs explicatifs du choix du vote? (c'est à dire quels sont les facteurs qui ont un impact sur le vote et plus largement sur les comportements électoraux ?)

Q4- Le facteur explicatif du vote qui apparaît dans le document 2 p244 est-il pertinent? Et la pratique religieuse? Justifier.

Q5- Que fait apparaître l'indice d'Alford? Est-il encore pertinent? (doc3p249)

- La socialisation politique: Comment se construisent les cultures politiques?

*sensibilisation: nos opinions politiques sous influence familiale... [vidéo Marine Le Pen](#)*

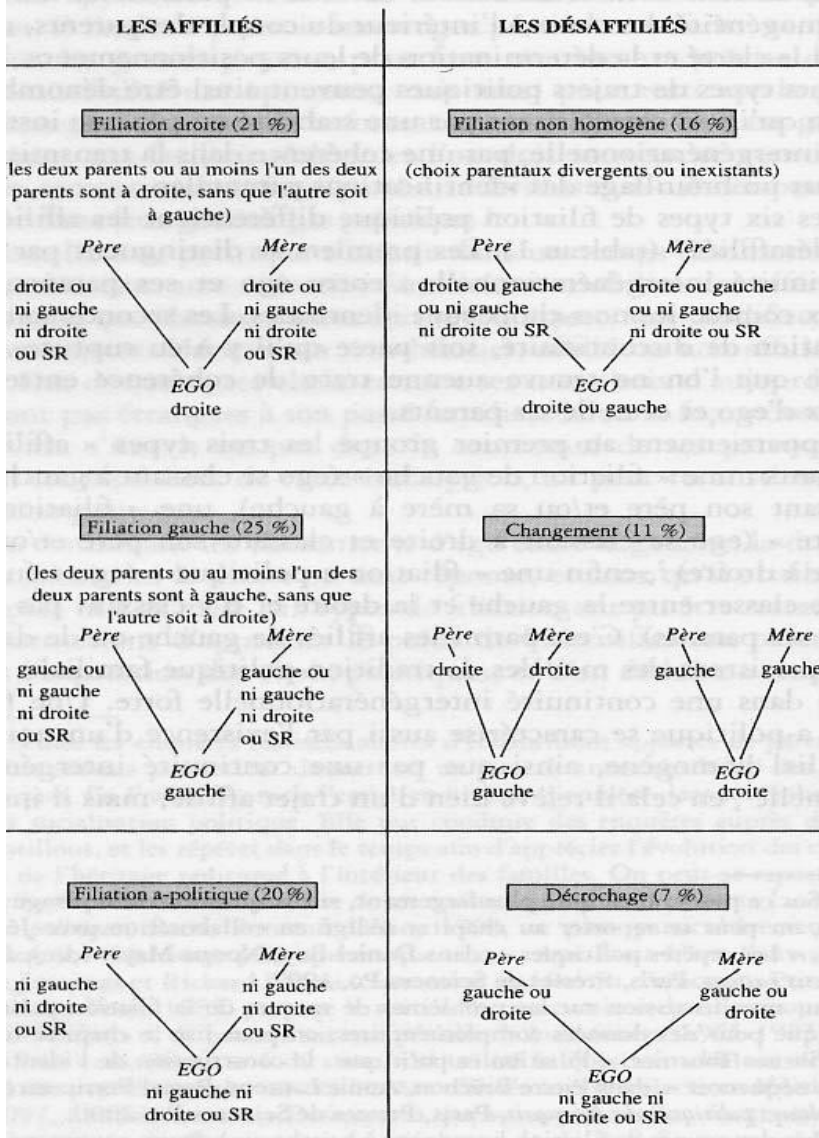
#### **Document 4: Les formes de la socialisation initiale.**

On ne peut pas séparer la socialisation politique, acquisition d'attitudes, de connaissances et de préférences sur la politique, des processus généraux de formation des croyances concernant l'existence, les relations avec autrui, les hiérarchies sociales et les règles du comportement, voire la signification morale ou religieuse des actes. Il est par exemple bien établi que l'appartenance à une famille de catholiques pratiquants a des incidences sur l'ensemble des comportements (économiques, culturels, associatifs, etc.), et en particulier - mais non exclusivement - sur les opinions et les attitudes politiques. L'enfant " construit " sa personnalité en s'identifiant progressivement, difficilement, aux groupes dans lesquels il vit, en s'efforçant d'en percevoir les normes et les croyances pour les assimiler et les reproduire dans son comportement quotidien. En ce sens, la socialisation est le fruit d'une activité, le résultat d'une série d'évaluations, tout autant que l'apprentissage inconscient d'automatismes. L'enfant cherche aussi à repérer les attitudes « normales » en vigueur autour de lui, dans sa famille, dans les associations de jeunes ou les bandes d'enfants qu'il fréquente, dans son école. Il tente de saisir, fût ce confusément, les croyances qui sont accordées à ces attitudes, sur la base de « signes » multiples, tenus mais répétés. Dans l'équipe de scouts à laquelle il se trouve appartenir, par exemple, les postures imposées pour les rassemblements, la tenue vestimentaire, les chants, les activités proposées, sont autant de messages dont il doit plus ou moins déceler la signification, et pas seulement des obligations dont il doit s'acquitter or certains de ces messages sont implicitement dotés d'une dimension politique», en ce qu'ils impliquent la valorisation d'attitudes fondamentales à l'égard du pouvoir (celui des chefs de patrouille, du responsable de camp, éventuellement de l'aumônier), des symboles (le drapeau, les fanions, les totems), des exigences collectives (d'ordre, de discipline, d'autonomie ou de communication). Cet apprentissage n'est que partiellement conscient, il est vrai, l'enfant se pliant souvent " spontanément " à ce qu'on attend de lui sans chercher à en saisir précisément la signification mais il n'évacue pas les interrogations que suscite la contradiction entre les normes en vigueur ici (en famille par exemple) et là (à l'école, dans la bande de copains).

C'est donc à partir d'expériences qui, pour la plupart ne sont pas expressément « politiques » - ni présentées comme telles - que l'enfant acquiert des attitudes et une connaissance des règles qui structurent progressivement le comportement qu'il adoptera ultérieurement dans des situations « politiques » certaines pratiques sociales, la pratique religieuse par exemple peuvent dans certains cas jouer un rôle plus important dans la socialisation politique que des événements plus étroitement politiques. Pour autant, il est confronté à la perception d'un ordre particulier d'activités que les adultes, autour de lui, désignent comme « la politique » perception très différente selon les familles et les groupes auxquels il appartient. Il apparaît d'abord que la référence à « la politique » est chargée d'une dimension affective très forte mais très différenciée.

J. Lagroye. Sociologie politique. Dalloz FNSP, 1993.

Tableau 1. Six types de filiation politique



Q6- Que transmet la famille?

**Document 6: Le rôle complémentaire des agents de socialisation**

[Au sein de la famille, les] inclinations idéologiques globales sont mieux reprises que des opinions particulières sur un problème politique précis. L'école, quant à elle, transmet des savoirs plus élaborés sur l'histoire du groupe, favorisant ainsi les prises de conscience autour de l'identité nationale. Elle initie, plus que toute autre instance de socialisation, à une connaissance au moins abstraite des institutions politiques, tandis que la télévision fait connaître les acteurs, les péripéties conjoncturelles du jeu politique, contribuant davantage à une perception du système politique en termes fortement personnalisés. Philippe Braud, Sociologie politique, LGDJ, 2002

Q7 : En quoi peut-on dire que les agents de socialisation politique sont complémentaires ?

**Document 7: La socialisation politique, un processus interactif et en partie inconscient**

Au sein de chaque milieu de socialisation opèrent des agents, plus ou moins conscients de leur rôle, plus ou moins maîtres des messages qu'ils croient émettre. [L'instituteur] tient un rôle conditionné par des logiques institutionnelles : à certains égards il est le représentant de la société, à d'autres celui des parents (mais lesquels ?), celui aussi du ministre de l'Éducation lorsqu'il lui faut se plier aux programmes

édictees.

Même dans la famille où existe longtemps une disproportion écrasante entre l'autorité des parents et l'autonomie limitée des jeunes enfants, on ne doit pas méconnaître l'apparition rapide de processus qui contribuent à influencer les attitudes parentales à partir de ce que l'enfant apprend, par lui-même, de l'école ou du groupe de ses pairs. Philippe Braud, Sociologie politique, LGDJ, 2002

à partir du document et de votre cours de première sur la socialisation...

Q8 : Pourquoi peut-on dire que la socialisation politique s'effectue en partie inconsciemment ?

Q9: Pourquoi peut-on dire que la socialisation politique est un processus interactif ?

Testez-vous...

<http://www.politest.fr>

3- Le vote : un acte plus individuel et plus instable

Dossiers 3 et 4 p 246 à 249

Q10- Qu'est-ce que la volatilité électorale?(doc2 p248)

Q11- Qu'est-ce que le "vote sur enjeu" ? (doc2 p246)

Q12- En quoi "le vote sur enjeu" peut accroître la volatilité électorale?

**Document 3** - Retour sur l'effet d'agenda des JT

L'un des effets des médias qui a été le plus souvent mentionné est l'effet d'agenda. Cet effet désigne l'influence que les médias exercent sur la définition des problèmes considérés comme les plus importants dans la société et appelant une intervention des pouvoirs publics. Si l'agenda des médias s'impose aux électeurs, les médias sont alors susceptibles d'exercer une influence, non pas directement sur leur vote, mais sur les problèmes que les électeurs prennent en considération pour décider de leur vote.

Traditionnellement, pour mesurer l'effet d'agenda des médias sur les électeurs, on étudie d'abord l'agenda des médias, c'est à dire les problèmes que les médias privilégient (par exemple en analysant les unes et titres principaux des quotidiens, ou les sujets présentés dans les JT). Puis on étudie l'agenda des électeurs, c'est à dire les problèmes que ceux-ci considèrent comme les plus importants (par exemple à travers des enquêtes par sondage). Enfin, on compare les deux agendas en s'efforçant de repérer une relation entre eux (par exemple, l'inscription d'un problème sur l'agenda médiatique est suivie quelque temps plus tard par l'apparition de ce problème dans l'agenda des électeurs).

(...) [on peut également procéder] en analysant la hiérarchie des préoccupations des électeurs en fonction de leurs pratiques d'écoute des JT. Si les problèmes que les téléspectateurs d'un JT considèrent comme importants sont très différents de ceux jugés importants par les téléspectateurs d'un autre JT, alors on peut suspecter un effet d'agenda des JT. Bien entendu, il est nécessaire de contrôler l'influence d'autres variables pour isoler cet éventuel effet d'agenda. On raisonnera ainsi à orientation politique ou à csp constants.

Considérons d'abord la façon dont les électeurs hiérarchisent les problèmes qu'ils considèrent aujourd'hui comme les plus importants pour la France. A première vue, la chaîne qu'on regarde pour s'informer en matière politique n'entraîne que très peu de différences sur la hiérarchisation des problèmes. Pour tous les auditoires, l'emploi est de loin le premier problème qui se pose au pays (entre 46% et 55% de citations), puis viennent deux autres thèmes socioéconomiques : les inégalités (deuxième problème pour quatre auditoires sur cinq) et la hausse des prix (pour trois publics sur cinq). Enfin, deux préoccupations plus spécifiques apparaissent: la sécurité des biens et des personnes pour le public des JT de TF1 et l'éducation et la recherche pour les téléspectateurs des chaînes d'information continue et de France 2. Pour approfondir l'analyse, il est nécessaire de recourir à des techniques de modélisation pour déterminer quelle est l'influence particulière des JT regardés au regard d'autres facteurs qui peuvent jouer sur la hiérarchie des problèmes qui se posent au pays. Ainsi, si le public des chaînes d'information continue met en avant de façon plus nette que les autres publics de JT la question des déficits et de la dette publique, est-ce parce qu'ils sont confrontés aux informations particulières de ces chaînes, ou bien parce que nombre d'entre eux sont des cadres et des chefs d'entreprise qui ont choisi cette pratique d'information ? De la même façon, il est assez clair que le positionnement sur l'axe gauche-droite joue comme un filtre qui oriente la perception des problèmes et peut accentuer ou neutraliser l'effet d'agenda des médias. [il convient alors de considérer l'effet d'agenda des médias comme un déterminant parmi d'autres]

source: [http://www.cevipof.com/fichier/p\\_publication/424/publication\\_pdf\\_cahier\\_46.pdf](http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/424/publication_pdf_cahier_46.pdf)

Q13- Qu'est-ce que l'effet d'agenda? Quel rôle jouent à ce niveau les médias?

Q14- Convient-il de nuancer ce rôle?